



Niger

RAPPORT ANNUEL CONJOINT DE SUIVI DES MARCHÉS - 2025



Credit photo : SIMA Niger/Mamane Ibrahim, marché de Nguelkolo, Diffa, 2025

Évolution des prix, accessibilité alimentaire et fonctionnement des marchés : Analyse rétrospective et Perspectives

Données collectées par le Système d'Information sur les Marchés Agricoles (SIMA)

Janvier 2026

1. POINTS SAILLANTS :	2
2. CONTEXTE MACRO-ECONOMIQUE ET POLITIQUE	3
3. ÉVOLUTION DES PRIX DES DENRÉES ALIMENTAIRES	4
4. FONCTIONNEMENT ET APPROVISIONNEMENT DES MARCHÉS	7
4.1. Évolution des niveaux d’approvisionnement	7
4.2. Disparités régionales persistantes.....	9
5. ACCESSIBILITE ALIMENTAIRE ET COÛT DU PANIER	9
5.1. Évolution annuelle du coût du panier alimentaire	9
5.2. Amélioration marquée en fin d’année.....	11
5.3. Disparités régionales et déterminants de l’accessibilité alimentaire	12
6. IMPACTS SUR LES TRANSFERTS MONETAIRES	13
6.1. Évolution du pouvoir d’achat	13
6.2. Évolution des termes de l’échange.....	14
7. CONCLUSION GENERALE ET PERSPECTIVES 2026	16
7.1. Conclusion générale.....	16
7.2. Perspectives et enjeux pour le début de l’année 2026	17
ANNEXES	18

1. POINTS SAILLANTS :

- **Normalisation progressive des marchés en 2025** : Après un début d'année caractérisé par des niveaux de prix élevés, les marchés se stabilisent dès le deuxième trimestre et enregistrent une nette baisse au second semestre.
- **Baisse généralisée des prix en fin d'année** : En décembre 2025 en comparaison annuelle, les prix ont fortement baissé : mil **-23 %**, maïs **-31 %**, sorgho **-25 %**, riz importé **-25 %**, niébé **-15 %**, reflétant une amélioration générale des marchés.
- **Accessibilité alimentaire renforcée** : Le coût moyen du panier alimentaire (MEB) diminue significativement, passant de **43.346 FCFA** en janvier, à **39.040 FCFA** en août, puis **32.868 FCFA** en décembre 2025, améliorant ainsi, le pouvoir d'achat.
- **Disparités régionales persistantes** : Malgré une baisse nationale, la vie reste plus coûteuse à **Agadez, Tillabéri et Diffa**, en raison de l'insécurité, de l'éloignement des zones de production et des coûts logistiques élevés.
- **Termes de l'échange en amélioration** : Le ratio bouc/mil a augmenté de **0,67** en janvier, à **1,10** en décembre ; les échanges niébé/mil et oignon/mil deviennent également plus favorables pour les producteurs de cultures de rente, renforçant la capacité d'achat des ménages agropastoraux.
- **Rôle des politiques publiques** : L'interdiction d'exportation de certaines denrées (mil, sorgho, maïs, niébé et riz), la reconstitution des stocks stratégiques et les mesures de sécurisation des flux commerciaux, ont contribué à équilibrer les marchés en termes de demande et d'offre et stabiliser les prix.

2. CONTEXTE MACRO-ECONOMIQUE ET POLITIQUE

Cette section vise à replacer l'évolution des marchés alimentaires observée en **2025** dans son environnement macroéconomique, politique et régional, afin de mieux comprendre les facteurs structurels et conjoncturels ayant influencé l'offre, la demande et la formation des prix.

Pour situer le contexte, il est important de rappeler la performance exceptionnelle de la campagne agricole **2024**, qui a largement contribué à façonner l'évolution des marchés en **2025**. La production céréalière nationale a atteint **5,9 millions de tonnes, soit 16 % au-dessus de la moyenne quinquennale**. Cette bonne campagne, a permis d'améliorer l'offre domestique **en 2025**, créant un contexte initial plus favorable et exerçant une pression modératrice dès le **premier trimestre 2025**.

Les marchés alimentaires ont ainsi évolué **en 2025**, dans un contexte marqué par la poursuite des mesures gouvernementales de régulation, destinées à stabiliser l'approvisionnement national et à contenir la volatilité des prix. L'interdiction d'exportation des principales denrées (mil, sorgho, maïs, niébé et riz), instaurée **en 2024** (arrêté du 24 septembre 2024 modifiant l'arrêté n°**0054/MCI/SG/DCI/LCVC/DL du 26 juin 2024, portant interdiction d'exportation des céréales, à l'exception des exportations à destination du Mali et du Burkina Faso**), a été maintenue tout au long de l'année afin de préserver l'offre sur le marché intérieur, dans un environnement régional caractérisé par une forte demande et des tensions sécuritaires persistantes. Par ailleurs, les autorités ont poursuivi les opérations de **reconstitution des stocks stratégiques**, notamment le **Stock National de Sécurité** et les **Stocks de Gestion d'Urgence**. Ces interventions, ont contribué à renforcer la disponibilité des denrées, en particulier durant les périodes de forte demande et, ont joué un rôle déterminant dans la stabilisation progressive des prix.

Malgré ces efforts, le **contexte sécuritaire** est demeuré un facteur clé influençant le fonctionnement des marchés. Les zones affectées par l'insécurité, notamment dans certaines parties des régions de **Tillabéri, Diffa et Agadez**, ont continué à enregistrer des perturbations d'approvisionnement liées à la réduction des flux commerciaux, à la fermeture ponctuelle de marchés et à la hausse des coûts de transport. Ces contraintes, ont entretenu des disparités spatiales importantes, avec des niveaux de prix et un coût du panier alimentaire structurellement plus élevés dans les zones les plus exposées et isolées. Toutefois, à l'échelle nationale, l'impact de ces chocs a été partiellement atténué par les mesures de régulation et l'amélioration de l'offre observée au second semestre.

Sur le **plan régional**, les marchés nigériens sont restés influencés par les échanges transfrontaliers avec les pays voisins, notamment le **Mali et le Burkina Faso** et de manière informelle avec le **Nigeria et le Benin**. Les flux commerciaux avec ces pays ont

demeuré partiellement actifs dans certaines zones, contribuant au soutien des revenus des producteurs et des commerçants tout en exerçant une pression modérée sur l'offre nationale. En revanche, les restrictions commerciales avec d'autres pays de la sous-région et les coûts logistiques élevés ont limité certains flux d'exportation, favorisant une orientation des produits agricoles vers le marché intérieur et renforçant la disponibilité locale après les récoltes.

Enfin, **sur le plan international**, les importations de riz ont joué un rôle déterminant dans l'équilibre des marchés alimentaires, le riz importé servant de principal produit de substitution et contribuant à réduire la pression sur les céréales locales. La relative stabilité de son approvisionnement a été facilitée par la baisse notable des prix internationaux du **riz en 2025**, liée à une offre mondiale excédentaire et à une forte concurrence entre exportateurs. Les analyses de l'**IRRI** (International Rice Research Institute) indiquent une chute d'environ **30 %** des cours à l'échelle mondiale par rapport à leur pic du début **2024**, notamment pour les riz **5 %** brisés asiatiques.

Dans l'ensemble, la combinaison des politiques publiques de régulation, de la production locale et des importations a permis de renforcer la **résilience des marchés alimentaires en 2025** malgré un contexte sécuritaire et régional toujours contraignant.

3. ÉVOLUTION DES PRIX DES DENRÉES ALIMENTAIRES

Cette section présente une analyse de l'évolution des prix, structurée en quatre grandes phases saisonnières, au cours de l'année. Chaque phase, met en évidence les dynamiques spécifiques du marché et les facteurs ayant influencé les variations observées.

Phase 1 : Début d'année sous pression (janvier - avril)

La période de janvier à avril s'inscrit dans la continuité des tensions observées **en 2024**, avec des prix élevés des denrées de base et un coût moyen du panier (MEB) au-dessus du seuil de **40.000 FCFA** dans la plupart des régions. Le MEB national s'établissait à **43.346 FCFA**, en janvier **2025**. Les prix connaissent une hausse : le mil (**+6 %**), le maïs (**+2 %**), le sorgho (**+3 %**) et le niébé (**+5 %**) tandis que le prix du riz importé reste stable. Cela traduit une accessibilité alimentaire dégradée pour les ménages dépendants des marchés. Des tensions finissent par découler de la fin des stocks commerciaux, de la demande liée au **Ramadan 2025** et de coûts logistiques élevés.

Phase 2 : Stabilisation progressive (mai - juillet)

On observe une stabilisation graduelle des prix durant cette période, la stabilisation tient au déstockage des commerçants, à la poursuite des mesures de régulation (interdiction d'exportation des céréales) et à l'approvisionnement sécurisé sur les marchés stratégiques. Les niveaux de prix demeurent toutefois supérieurs aux moyennes historiques dans plusieurs zones exposées (insécurité/coûts de transport), maintenant une accessibilité alimentaire fragile pour les ménages les plus vulnérables.

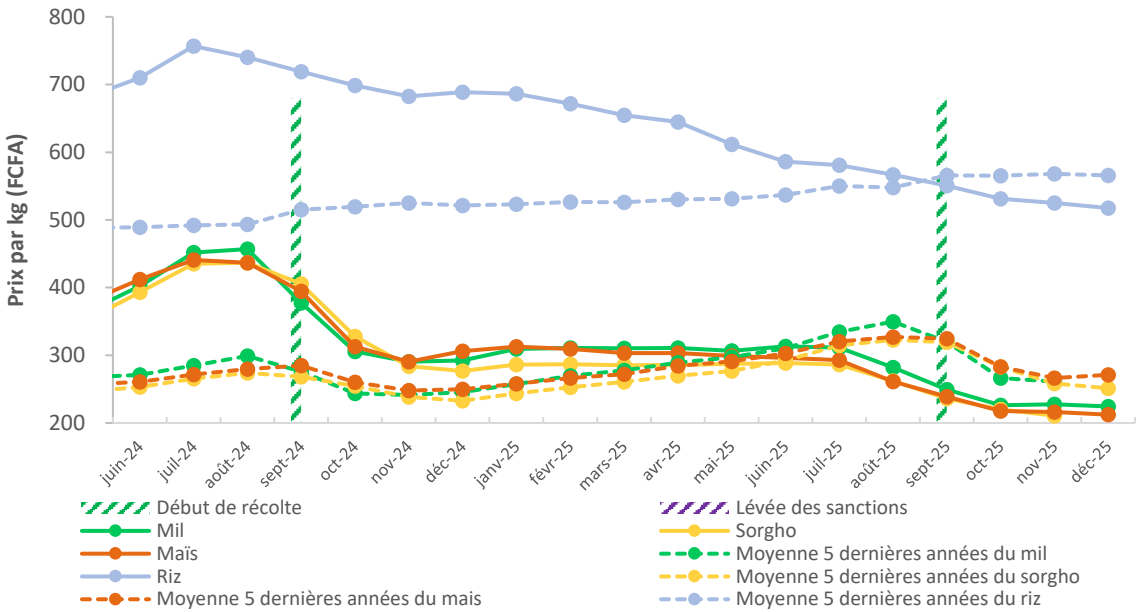
Phase 3 : Baisse inhabituelle en période de soudure (août)

Août 2025 constitue une exception par rapport aux saisons de soudure antérieures : malgré la soudure, les prix des denrées de base baissent nettement par rapport à **juillet** : mil (-9 %), maïs (-11 %), sorgho (-8 %), riz importé (-15 %), niébé (-2 %). Par rapport à **août 2024**, les baisses sont plus marquées : mil (-38 %), maïs (-40 %), sorgho (-40 %), riz importé (-23 %), niébé (-49 %). Le MEB national baisse à **39.040 FCFA**, juste en dessous du seuil de **40.000 FCFA**, avec des disparités persistantes (**Agadez, Tillabéri, Diffa**). Cette anomalie saisonnière tient à la bonne disponibilité commerciale et à la gestion des flux intérieurs. En effet, les commerçants, anticipant une bonne production en **2025**, libèrent leurs **stocks de 2024** afin de reconstituer leurs stocks avec les produits de la campagne **2025**.

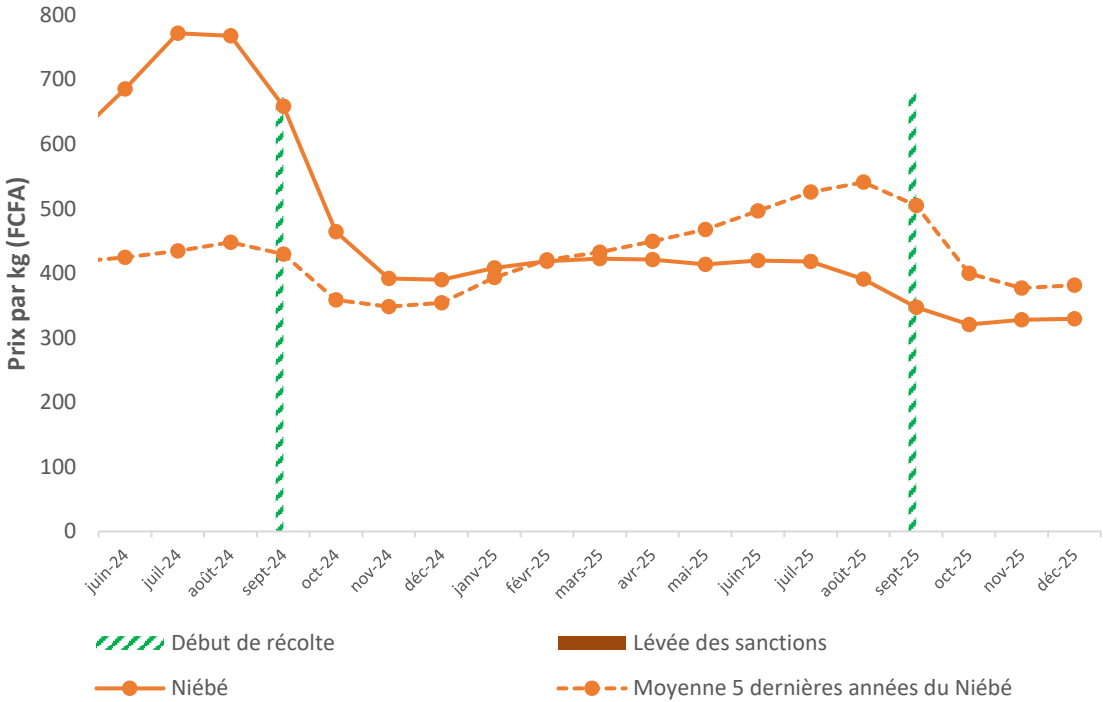
Phase 4 : Normalisation post récoltes (septembre - décembre)

Après l'arrivée des récoltes, les marchés ont affiché un bon niveau d'approvisionnement et une baisse généralisée des prix, désormais nettement inférieurs à **2024** et pour la plupart des produits, inférieurs à la moyenne quinquennale. En effet, en **décembre 2025**, et par rapport à **décembre 2024**, les prix ont nettement chuté : mil (-23 %), maïs (-31 %), sorgho (-25 %), riz importé (-25 %), niébé (-15 %). Par rapport à la moyenne des 5 dernières années : mil (-15 %), maïs (-22 %), sorgho (-18 %), riz importé (-9 %), niébé (-14 %). Le MEB national baisse à **32.868 FCFA**, en dessous du seuil de **40.000 FCFA** dans toutes les régions, traduisant une amélioration notable de l'accessibilité économique. Les Termes de l'échange (TdE) sont en amélioration pour niébé/mil et oignon/mil, tandis que bouc/mil retrouve une parité plus favorable aux éleveurs vers la fin de l'année.

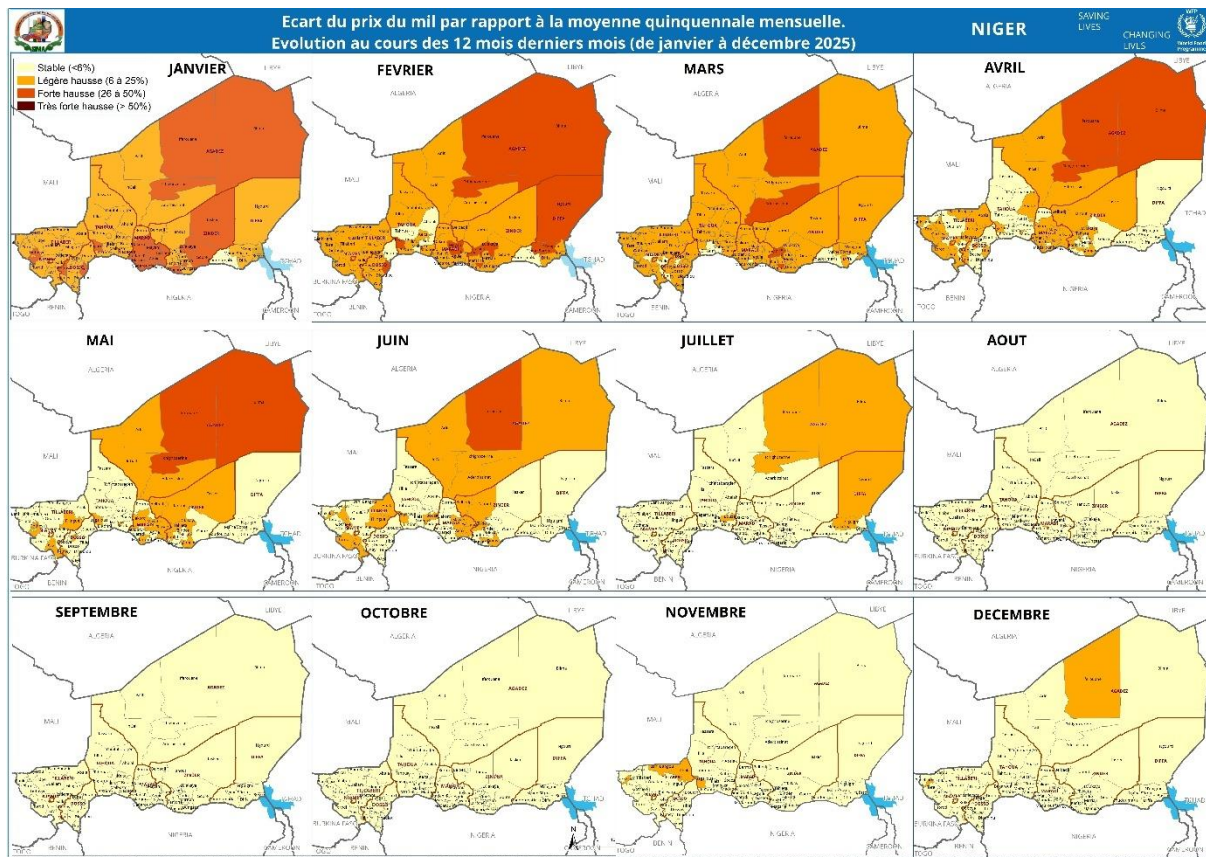
Graphique 1 : Evolution des prix moyens nationaux (mil, maïs, sorgho, riz) par rapport aux Moyennes Quinquennales



Graphique 2 : Evolution du prix moyen national du niébé et de la Moyenne Quinquennale



Carte 1 : Variation du prix des céréales (mil) par rapport à la moyenne quinquennale durant l'année 2025



4. FONCTIONNEMENT ET APPROVISIONNEMENT DES MARCHÉS

Cette section, analyse le fonctionnement des marchés alimentaires tout au long de l'année **2025**, en s'intéressant notamment, aux niveaux d'approvisionnement, l'impact de l'insécurité et le rôle des circuits commerciaux courts et longs. Elle vise à apprécier la capacité des marchés à jouer leur rôle d'amortisseur face aux chocs tout au long de l'année.

4.1. Évolution des niveaux d'approvisionnement

L'année **2025** a été marquée par une amélioration progressive de l'approvisionnement des marchés, avec des dynamiques différenciées selon les périodes.

Premier trimestre (janvier - mars) :

Les marchés étaient modérément approvisionnés, avec une importante dépendance aux stocks des commerçants et aux flux interrégionaux. Cette période a été caractérisée par une pression sur l'offre, héritée **de 2024**, contribuant au maintien de niveaux de prix élevés. Les marchés urbains et semi urbains ont joué un rôle central dans la redistribution, tandis que les marchés ruraux des zones à risques sécuritaires ont connu des approvisionnements irréguliers.

Deuxième trimestre (avril - juin) :

Les conditions d'approvisionnement se sont progressivement stabilisées, grâce au déstockage des commerçants, à la poursuite des mesures de régulation des flux céréaliers et à une meilleure fluidité des circuits d'acheminement dans les zones non affectées par l'insécurité. Bien que les récoltes ne soient pas encore intervenues, les marchés ont démontré une capacité de résilience, limitant les ruptures d'approvisionnement.

Troisième trimestre (juillet - septembre) :

Contrairement aux tendances saisonnières habituelles, la période correspondant à la soudure a été marquée par un niveau d'approvisionnement jugé moyen à bon sur la majorité des marchés. La disponibilité des stocks commerçants, combinée aux interventions institutionnelles et aux premières productions locales, a permis d'éviter les tensions sur l'offre. Cette situation atypique explique en grande partie la baisse des prix observée dès août 2025, y compris sur les marchés habituellement vulnérables.

Quatrième trimestre (octobre - décembre) :

Avec l'arrivée des principales récoltes, les marchés ont atteint un bon niveau d'approvisionnement généralisé. Les céréales locales étaient largement disponibles, renforçant la concurrence entre les opérateurs et favorisant la baisse des prix. Cette dynamique, a consolidé la normalisation du fonctionnement des marchés et amélioré l'accès alimentaire des ménages à l'échelle nationale.

4.2. Disparités régionales persistantes

Malgré l'amélioration globale, des disparités régionales significatives ont persisté tout au long de l'année. Les régions **d'Agadez, Tillabéri et Diffa** se sont distinguées par des contraintes structurelles affectant le fonctionnement des marchés. L'éloignement des zones de production, les coûts élevés de transport et l'insécurité, ont limité la fréquence des flux commerciaux, se traduisant par :

- des niveaux d'approvisionnement parfois inférieurs à la moyenne nationale ;
- une variabilité plus forte des prix ;
- un coût du panier alimentaire structurellement plus élevé.

À l'inverse, les régions du sud et du centre agricole (**Maradi, Zinder, Dosso**) ont bénéficié, d'un accès plus direct à la production locale et de circuits commerciaux plus courts, favorisant une meilleure disponibilité des denrées à des prix plus compétitifs.

5. ACCESSIBILITE ALIMENTAIRE ET COÛT DU PANIER

Cette section, analyse l'évolution de l'accessibilité économique à l'alimentation en **2025** à travers le suivi du coût du panier alimentaire de base (**MEB**), couvrant les besoins énergétiques minima. L'analyse met en évidence, les tendances nationales, les disparités régionales persistantes et les facteurs structurels qui conditionnent le pouvoir d'achat alimentaire des ménages.

5.1. Évolution annuelle du coût du panier alimentaire

L'année **2025** se caractérise par une amélioration progressive de l'accessibilité alimentaire, après une année 2024 marquée par des niveaux exceptionnellement élevés du coût du panier alimentaire. En début d'année, le coût moyen national du panier alimentaire dépassait le seuil de référence de **40.000 FCFA**, traduisant une pression sur le pouvoir d'achat des ménages, en particulier ceux dépendants du marché.

En **janvier 2025**, le panier alimentaire moyen s'élevait à environ **43.346 FCFA**, soit un niveau supérieur au seuil de référence dans la majorité des régions. Cette situation,

reflétait la poursuite des tensions héritées de **2024**, avec des prix des céréales encore élevés, une offre commerciale contrainte et une demande saisonnière renforcée.

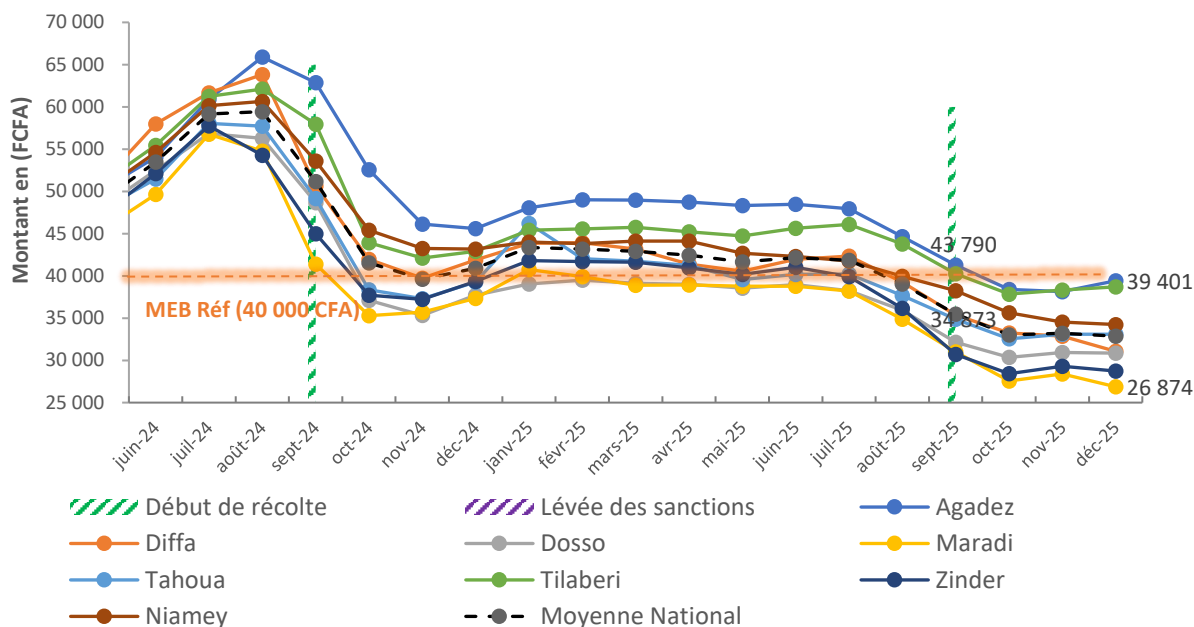
À partir du deuxième trimestre, le coût du panier alimentaire a commencé à se stabiliser, puis à s'inscrire dans une tendance baissière. Ce reflux s'explique par plusieurs facteurs convergents :

- la stabilisation progressive des prix alimentaires sur les marchés ;
- le déstockage des commerçants ;
- la poursuite des mesures de régulation visant à sécuriser l'approvisionnement.

Un comportement atypique pendant la soudure :

Un élément notable de **l'année 2025** réside dans le comportement atypique du coût du panier durant la période de soudure. Contrairement aux tendances saisonnières habituelles, le panier alimentaire **a continué de baisser au cœur de la soudure**, atteignant en **août 2025** un niveau moyen national d'environ **39.040 FCFA**, soit en dessous du seuil de référence. Cette situation, reflète la bonne disponibilité des denrées, l'efficacité relative des politiques de régulation et le fonctionnement résilient des marchés.

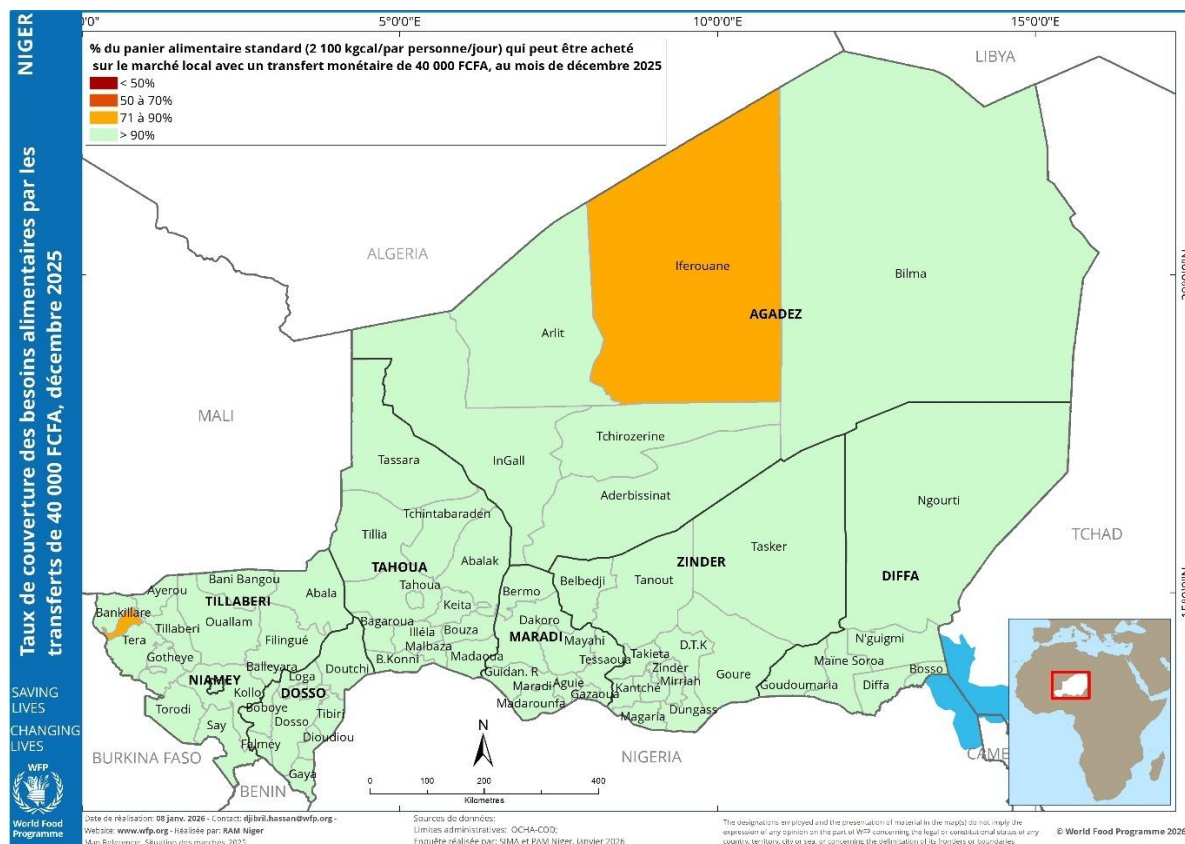
Graphique 3 : Evolution du coût du panier alimentaire de base couvrant 2 100 kcal/personne/jour pour un ménage de 7 personnes, par région, 2024-2025



5.2. Amélioration marquée en fin d'année

Après l'arrivée des principales récoltes, la baisse du coût du panier alimentaire s'est accentuée. En **décembre 2025**, le panier moyen national s'est établi à **32.868 FCFA**, traduisant une amélioration significative de l'accessibilité économique dans l'ensemble des régions. À cette période, toutes les régions se sont situées en dessous du seuil de référence, confirmant un contexte nettement plus favorable que celui observé en début d'année et durant l'année précédente.

Carte 2 : Capacité de couverture des besoins alimentaires avec le MEB alimentaire de référence (40 000 FCFA) en décembre 2025



5.3. Disparités régionales et déterminants de l’accessibilité alimentaire

5.3.1. Des écarts structurels persistants

Malgré l’amélioration générale, l’analyse régionale met en évidence des disparités persistantes dans le coût du panier alimentaire. Les régions **d’Agadez, Tillabéri et Diffa** ont continué d’afficher, en moyenne, des niveaux de panier alimentaire supérieurs à ceux des autres régions, bien que la tendance à la baisse ait également été observée dans ces zones.

À l’inverse, les régions du sud et du centre agricole, notamment **Maradi, Dosso, Zinder et Niamey**, ont bénéficié d’une accessibilité alimentaire relativement meilleure, portée par une bonne proximité des zones de production, des circuits commerciaux plus courts et une plus grande densité de marchés.

5.3.2. Facteurs explicatifs des disparités régionales

- **Coûts de transport**

Le coût du transport demeure un déterminant clé des différences régionales observées. À **Agadez**, l'éloignement des principales zones de production agricole, engendre des coûts logistiques élevés, qui se répercutent directement sur les prix de détail et sur le coût du panier alimentaire. Ces coûts, sont aggravés par l'état de certaines infrastructures et la longueur des circuits d'approvisionnement.

- **Contraintes sécuritaires**

Dans les régions de **Tillabéri et Diffa**, l'insécurité persistante continue d'affecter le fonctionnement normal des marchés. Les restrictions de mobilité, la fermeture temporaire de certains axes routiers et la réduction de la concurrence entre commerçants, entraînent une hausse des coûts d'acheminement et une disponibilité parfois limitée de certaines denrées, contribuant à maintenir des paniers alimentaires plus chers.

- **Éloignement et isolement des marchés**

L'isolement relatif des marchés dans certaines zones rurales accentue la dépendance aux circuits d'approvisionnement longs, plus vulnérables aux chocs sécuritaires et aux fluctuations des coûts du carburant. Cette situation, limite les possibilités d'arbitrage et de concurrence, réduisant l'efficacité du fonctionnement des marchés.

6. IMPACTS SUR LES TRANSFERTS MONÉTAIRES

6.1. Évolution du pouvoir d'achat

L'évolution à la baisse du coût du panier alimentaire en 2025 s'est traduite par une amélioration progressive du pouvoir d'achat alimentaire des ménages, en particulier à partir du second semestre. Cette amélioration est particulièrement importante dans les régions où les prix ont rapidement convergé vers des niveaux inférieurs au seuil de référence. Toutefois, dans les zones structurellement plus chères, les ménages

continuent de supporter une charge alimentaire proportionnellement plus élevée, les rendant plus vulnérables aux chocs futurs.

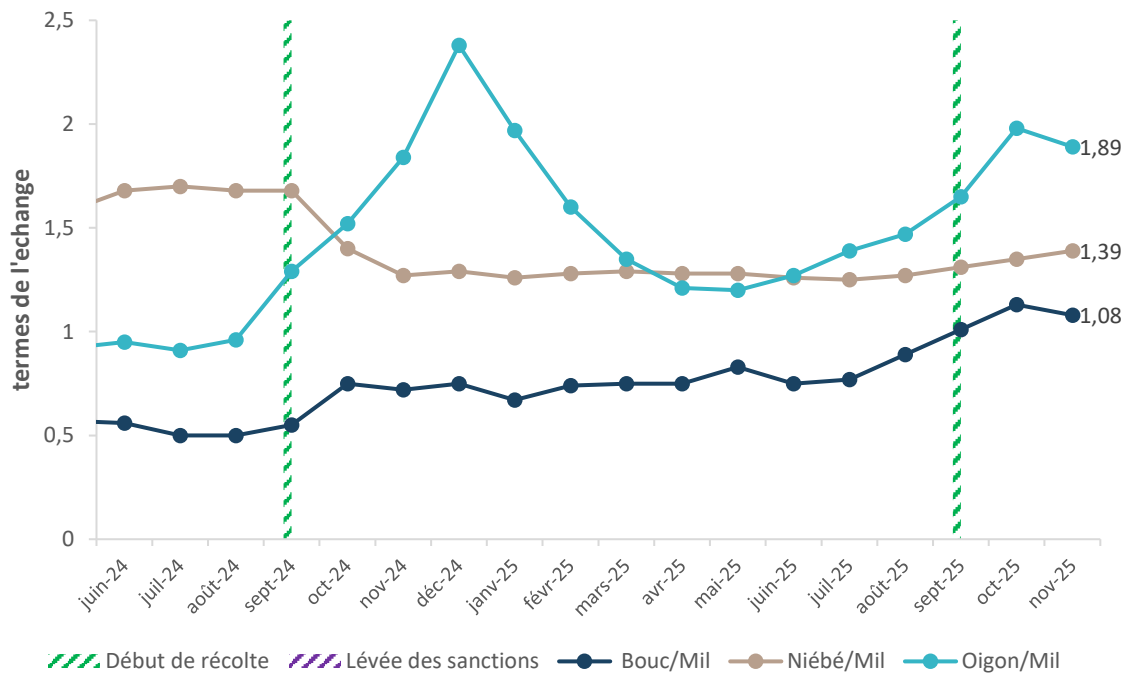
6.2. Évolution des termes de l'échange

En 2025, **les termes de l'échange au Niger** ont connu **une amélioration progressive**, après un début d'année difficile, marqué par des conditions défavorables **héritées de 2024**. La hausse persistante des prix des céréales notamment le mil en début d'année, a fortement réduit le pouvoir d'achat alimentaire des ménages, en particulier des éleveurs et des producteurs de produits de rentes dépendant du marché. Cette tendance, s'est toutefois inversée à partir du milieu de l'année, grâce à la baisse graduelle des prix céréaliers et à la stabilité relative des produits de rente et du bétail, améliorant progressivement l'accès des ménages aux denrées de base.

- Pour **les éleveurs**, les **TDE Bouc/Mil** étaient particulièrement **faibles en janvier**, ne permettant l'acquisition que d'environ **67 kg** de mil par bouc vendu. L'amélioration des conditions de marché a progressivement relevé ce ratio à **89 kg** en **août**, puis à **110 kg** en **décembre**, reflétant une reprise notable du pouvoir d'achat pastoral.
- Les **producteurs de niébé** ont bénéficié d'une situation plus résiliente. Dès **janvier**, un sac de niébé s'échangeait contre **126 kg** de mil, grâce à la forte demande régionale. Malgré quelques fluctuations, les **TDE sont restés globalement stables** au cours de l'année, pour atteindre environ **140 kg** en **décembre**, confirmant le rôle stabilisateur du niébé dans les moyens d'existence agricoles.
- L'**oignon** s'est distingué par des termes de l'échange **structurellement favorables** tout au long de **2025**. En **janvier**, un sac permettait déjà d'obtenir **197 kg** de mil. Après une baisse saisonnière du ratio en août (**147 kg**), les TDE ont rebondi en décembre pour atteindre **181 kg**, illustrant l'importance stratégique de cette culture irriguée dans la résilience économique des ménages.

- **En 2025, les termes de l'échange se sont progressivement redressés,** améliorant la sécurité alimentaire des ménages ruraux, même si les éleveurs restent plus vulnérables en début d'année tandis que les producteurs de niébé et d'oignon disposent de leviers économiques plus solides, d'où la nécessité d'un suivi régulier pour orienter efficacement les interventions.

Graphique 4 : Evolution des termes d'échange entre bouc, niébé et oignon par rapport au sac de mil de 100 kg



7. CONCLUSION GENERALE ET PERSPECTIVES 2026

7.1. Conclusion générale

L'analyse rétrospective de l'année 2025 met en évidence **une évolution globalement favorable de la situation des marchés alimentaires au Niger**, marquée par une normalisation progressive après les fortes tensions observées en 2024. Après un début d'année sous pression, caractérisé par des prix élevés, un coût du panier alimentaire supérieur au seuil de référence et des termes de l'échange défavorables, les marchés ont graduellement retrouvé un fonctionnement plus fluide à partir du second semestre.

Cette amélioration repose en grande partie, sur **le rôle central joué par les politiques publiques**, notamment les mesures de régulation des exportations céréalières, la reconstitution des stocks stratégiques et les opérations de sécurisation de l'approvisionnement des marchés. Ces interventions, combinées à une amélioration de la disponibilité des denrées, **ont permis de modérer la volatilité des prix, y compris durant la période de soudure, et de soutenir l'accessibilité économique des ménages.**

L'année 2025 a également mis en évidence la **résilience globale des marchés**, capables de s'adapter aux contraintes sécuritaires et logistiques grâce à la diversification des circuits d'approvisionnement et à l'ajustement des comportements des acteurs commerciaux. Toutefois, cette résilience demeure hétérogène, avec **des disparités régionales persistantes**, en particulier dans les régions **d'Agadez, et Tillabéri, où l'insécurité, l'éloignement des zones de production et les coûts de transport continuent de peser sur les niveaux de prix et le coût du panier alimentaire.**

Dans l'ensemble, **2025 peut être qualifiée d'année de transition et de rééquilibrage**, au cours de laquelle les marchés sont progressivement passés d'une situation **de stress généralisé à des conditions plus proches des normes saisonnières**, tout en restant sensibles aux chocs.

7.2. Perspectives et enjeux pour le début de l'année 2026

À l'orée de **2026**, plusieurs risques et opportunités sont à considérer pour l'évolution future des marchés alimentaires.

Risques potentiels

- Persistance de l'insécurité dans certaines zones, susceptible de perturber les flux commerciaux, d'augmenter les coûts logistiques et de réduire l'accès physique aux marchés ;
- Chocs climatiques liés à une pluviométrie erratique ou à des événements extrêmes, pouvant affecter la production agricole et la reconstitution des stocks ;
- Pressions sur les échanges transfrontaliers, en fonction de l'évolution du contexte régional et des politiques commerciales des pays voisins, susceptibles d'influencer la disponibilité intérieure des denrées.

Opportunités à court et moyen terme

- Une bonne base de stocks héritée de la campagne agricole **2025/2026**, offrant un socle favorable pour le maintien d'un approvisionnement suffisant des marchés ;
- La poursuite de niveaux de prix modérés, si les conditions de sécurité et de fluidité des échanges sont maintenues ;
- La possibilité d'un ajustement plus fin des transferts monétaires, tenant compte de la baisse du coût du panier alimentaire et des disparités régionales, afin d'améliorer l'efficacité et la couverture des interventions d'assistance.

Perspective opérationnelle

Dans ce contexte, le maintien d'un suivi étroit des marchés demeure essentiel pour anticiper d'éventuels retournements de tendance, et adapter les réponses. L'enjeu pour **2026**, sera de consolider les acquis **de 2025**, tout en renforçant les mécanismes de prévention et de réponse dans les zones à risque. Une approche différenciée, articulant politiques publiques, interventions fondées sur les marchés et systèmes d'alerte précoce, permettra de soutenir durablement la sécurité alimentaire et la résilience des ménages.

ANNEXES

Annexe A Tableau comparatif MEB

Région	Jan. 2025 (FCFA)	Août 2025 (FCFA)	Déc. 2025 (FCFA)	Écart Déc.-Jan. (%)
Moyenne Nationale	43 346	39 040	32 868	-24%
Agadez	48 041	44 665	39 401	-18%
Diffa	43 841	39 281	31 068	-29%
Dosso	39 040	35 937	30 847	-21%
Maradi	40 728	34 873	26 874	-34%
Tahoua	46 189	37 665	33 076	-28%
Tillabéri	45 419	43 790	38 713	-15%
Zinder	41 802	36 145	28 724	-31%
Niamey	43 986	39 966	34 241	-22%

Annexe B Termes de l'échange

TDE	Jan. 2025	août-25	Déc. 2025
Bouc / Mil (kg de mil par bouc)	67	89	110
Niébé / Mil (kg de mil par sac niébé)	126	127	140
Oignon / Mil (kg de mil par sac oignon)	197	147	181

Pour plus d'informations, n'hésitez pas à joindre :

Programme Alimentaire Mondiale (PAM)

- Kokou AMOUZOU, Chef de l'unité RAM : kokou.amouzou@wfp.org
- Salou MOUMOUNI HAROUNA, Analyste des marchés et SECAL : salou.moumouni@wfp.org

Système d'Information sur les Marchés Agricoles (SIMA)

- Hamissou BOUBAKAR, Coordonnateur SIMA : hamissouboubakar@simaniger.net
- Ibrahim NAMAIWA, Analyste des marchés : ibrahimnamaiwa@yahoo.fr